

AKTUELL

RADIO ARA

Ça déménage

Luc Caregari

De radio pirate à une des premières stations commerciales autorisées, l'histoire chamboulée de Radio Ara est en train de prendre un nouveau tournant avec son emménagement dans les Rotondes.

Sur les réseaux sociaux, les messages d'adieu se multiplient : dernières photos prises dans les studios de la rue de la Boucherie, le siège historique de Radio Ara, messages emprunts de nostalgie et de joie. Le nouveau siège d'Ara n'est plus un vieil appartement où les bureaux étroits se trouvaient dans le couloir entre les deux petits studios, ne permettant pas toujours le passage quand les intervenants étaient trop nombreux.

Car en effet, à Ara ça bouge pas mal. Que ce soient les groupes locaux qui se poussent pour participer aux émissions dédiées à la musique alternative comme le « Bloë Baaschert » ou « Der Däiweel steet virun der Dir » - qui, soit dit en passant, devraient être entre-temps les deux émissions les plus vieilles du grand-duché consacrées à la scène locale - ou les participant-e-s aux nombreuses émissions jeunes du programme « Graffiti », qui a servi de tremplin à l'une ou l'autre carrière dans le domaine des médias, l'atmosphère à Ara a toujours été un peu particulière. Et pour cause : la seule radio alternative et citoyenne a su préserver au mieux l'esprit des années fondatrices, ces années 1980 où les radios pirates se multipliaient partout en Europe de l'Ouest. De « Radio UKaWeechelchen », en passant par « Radio Radau » pour finalement être officialisée en 1992 en tant que « Radio Ara », la route a été longue et sinueuse.

Les pirates débarquent aux Rotondes.

Mais le fait qu'en 1992 la station obtienne enfin sa licence en tant que station commerciale n'a pas été la fin de tous les problèmes. Surtout ces dernières années, ceux-ci ont eu tendance à se multiplier et risqué de temps à autre de faire couler le projet. Comme celui des fréquences : dès le début, il était clair que le 103,3 ne pouvait être qu'une solution provisoire, vu qu'une radio belge empruntait également cette fréquence. En 2013, la menace est devenue réalité et une station émettant à partir de Léglise a commencé à parasiter

la fréquence de la radio communautaire. L'issue à cette débâcle a été de temporairement prendre la fréquence 103,4, opération en principe illégale car la fréquence n'est pas réservée aux émetteurs luxembourgeois. Finalement, c'est l'Alia (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel) qui a attribué une des fréquences de la défunte station DNR, qui appartenait au groupe Saint-Paul. La même Alia vient d'ailleurs d'attribuer une autre fréquence DNR, la 107,7, à la radio de « L'essentiel » - court-circuitant les plans du groupe RTL d'agrandir encore son hégémonie sur le marché grand-ducal en lançant une nouvelle radio francophone.

De même avec les locaux. Ce n'était pas uniquement leur exigüité qui posait problème, mais aussi les frais de location - en plein centre-ville - qui plombaient régulièrement les comptes de l'asbl qui gère la station. Et cela même avec le compromis « Ara City Radio », qui à partir de 2000 a produit des émissions pour les « expats » anglophones à caractère plus commercial, qui génèrent aussi un certain revenu, tout comme les émissions « Graffiti » pour jeunes qui émettent depuis 2004 un programme soutenu par le Service national de la jeunesse, qui a permis à l'association, au-delà d'un poste permanent, d'embaucher une éducatrice. C'est aussi par le ticket « Graffiti » que la station a pu trouver les nouveaux locaux, car les nouveaux studios des Rotondes étaient initialement prévus pour les émissions jeunes - alors que finalement c'est toute la station qui va déménager dans les préfabriqués entre les deux Rotondes. Donc, ce weekend, les ondes seront nourries à la conserve, mais dès lundi, la nouvelle étape devrait commencer - à condition que rien ne casse pendant le transport et que la nouvelle station-relais fonctionne.

Le nouveau havre de paix de Radio Ara, entre les deux Rotondes.



SHORT NEWS

Sekundarschule: Nichts ist vorbei

(da) - In der Woche nach dem Referendum vom 7. Juni werden aller Voraussicht nach die SekundarschullehrerInnen abstimmen. Und zwar über den Einigungsvorschlag, der bei den Verhandlungen zwischen Bildungsminister Meisch und den drei Gewerkschaften Apress, Féduse und SEW herausgekommen ist (woxx 1318). Ursprünglich hatte es seitens der Gewerkschaften geheißen, man wolle noch vor den Pfingstferien eine Informationsversammlung für alle LehrerInnen abhalten. Danach hätte die Basis dann abstimmen können. So kam es aber nicht. Die Ursache: Meinungsverschiedenheiten zwischen Claude Meisch und den Gewerkschaften über den Sitzungsbericht vom letzten Schlichtungstermin, den die Gewerkschaften auf ihren jeweiligen Internetseiten veröffentlicht hatten. Das Bildungsministerium hatte umgehend auf die Publikation reagiert und sie in einem Presseschreiben als „nicht abgeschlossen“ und „nicht offiziell“ kritisiert. Des Weiteren hatte es die Gewerkschaften aufgefordert, den offiziellen Bericht des Schlichters abzuwarten und so den LehrerInnen zu ermöglichen, sich ein objektives Bild des Verhandlungsergebnisses zu machen. Wie dem auch sei: Die Informationsversammlung der „Intersyndicale“ findet am 3. Juni um 19.30 Uhr im Forum Geeseknäppchen statt, die Abstimmung zum Kompromissvorschlag soll in der Woche vom 8. Juni erfolgen.

Rapport Artuso : plutôt pas d'excuses ?

(lc) - S'excusera, s'excusera pas ? Telle est la question principale depuis la publication du rapport Artuso sur la responsabilité de la Commission administrative pendant l'occupation nazie. D'après différentes sources, le gouvernement - tout comme le parlement auquel Bettel a renvoyé la patate chaude - deviendrait de plus en plus frileux. Que le célèbre rapport ne soit plus considéré comme une fin en soi mais comme le début d'une exploration plus approfondie des bas-fonds de l'histoire grand-ducale pointe vers cette direction. Mais diverses autres sources prétendent que, très probablement, il n'y aura pas d'excuses mais seulement une « reconnaissance des souffrances » de la population juive du Luxembourg. D'autant que la motion parlementaire, qui est encore sujette à des amendements, contiendrait des références explicites à la Résistance - alors que ce n'était nullement le sujet du rapport - et tendrait à minimiser le rôle de l'administration luxembourgeoise en pointant du doigt certains chefs de ladite administration. Et cela alors que le rapport a justement démontré le caractère systématique de l'antisémitisme administratif depuis les années 1930. Le mythe national a la peau dure.

Nucléaire : échec et boum !

(lm) - La conférence de révision du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (NPT) s'est achevée il y a une semaine par un échec. À qui la faute ? À première vue, le déclencheur a été le refus de l'État d'Israël de participer à brève échéance à une conférence internationale sur une zone dénucléarisée au Moyen-Orient. Mais en fait, Israël n'a même pas signé le NPT, et il a fallu le veto des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni pour bloquer la résolution finale prévoyant entre autres une telle conférence. Mais là n'est pas l'essentiel. Cette résolution finale symbolisait déjà l'échec de la conférence, puisqu'elle ne reprenait nullement l'« Austrian Pledge », un appel à mettre hors la loi les armes nucléaires rejoint par une centaine d'États (woxx 1320). Les cinq puissances nucléaires avaient eu l'impudence de présenter une position commune expliquant qu'il convenait de maintenir leurs arsenaux au niveau le plus bas possible encore compatible avec les exigences de leur sécurité nationale. Le texte de la résolution finale tenait compte de ce refus de désarmer - aucune raison donc de regretter qu'il n'ait pas été adopté. Désormais, les États et ONG qui soutiennent l'« Austrian Pledge » savent qu'ils devront poursuivre leur objectif hors du cadre du NPT et en défiant les puissances nucléaires.